

L'HISTORIOGRAPHIE CONTEMPORAINE
EN BELGIQUE DEPUIS 1945
Aperçu thématique

PAR

ROGER AUBERT

Professeur émérite de l'U.C.L.

Depuis un demi-siècle, l'historiographie de la période contemporaine en Belgique a fait un pas en avant considérable, mais il faut bien reconnaître que l'on parlait de peu de choses. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les grands maîtres de l'histoire dans les universités et les Académies – les Pirenne, les Ganshof, les Bonenfant, les Van der Essen – avaient tendance à considérer que l'histoire vraiment scientifique s'arrêtait à 1830 et il est typique par exemple de constater qu'à l'Académie thérésienne, les historiens contemporanéistes comme de Lichtervelde ou Fr. Van Kalken ne faisaient pas partie de la section d'Histoire et des Lettres mais de celle des Sciences morales et politiques. Depuis lors, les choses ont bien changé: la vénérable Commission Royale d'Histoire a commencé à s'intéresser à l'édition de sources du XIXe et même du XXe siècle; des instruments de travail – qui faisaient totalement défaut avant 1945 – ont été publiés en nombre croissant, notamment dans le cadre des *Cahiers* du Centre interuniversitaire d'Histoire contemporaine;¹ les publications de valeur sont allées en se multipliant et on a même vu apparaître une revue spéciale consacrée à la période contemporaine, où sont publiés notamment les résultats des mémoires de licence de plus en plus nombreux consacrés à cette période. Cette évolution a été favorisée entre autres grâce à deux pionniers: Jan Dhondt, professeur à l'Université de Gand, dont le dynamisme fut notamment à l'origine du Centre interuniversitaire d'Histoire contemporaine et de la *Revue belge d'histoire contemporaine*, et Mgr A. Simon, professeur aux

1. Voir le bilan très positif dressé par R. DEMOULIN dans *Cent Cahiers* (n° 101, Louvain, Paris, 1987).

Facultés St-Louis, un remarquable découvreur de papiers privés, dont les travaux très neufs dans le domaine de l'histoire politico-religieuse ont ouvert bien des pistes à la recherche.

Le développement des recherches dans le domaine de l'histoire contemporaine a été stimulé par l'intérêt croissant du grand public, soucieux de remonter aux sources de l'actualité quotidienne, avec du reste le danger de voir se multiplier à côté de travaux scientifiques de qualité, mettant parfois en jeu des méthodes neuves, un certain nombre d'écrits de vulgarisation, trop souvent centrés sur l'anecdotique, trop souvent aussi manquant d'un minimum d'esprit critique ou inspirés par des préoccupations polémiques ou idéologiques. Il faut également noter que beaucoup de travaux de politologues, de sociologues et d'économistes comportent une dimension historique, mais l'absence d'initiation de leurs auteurs à la méthode historique en rendent souvent les conclusions discutables; certains d'entre eux – ici aussi, un choix sévère s'impose – n'en sont pas moins utiles à l'historien par les données ou les documents qu'ils font connaître et surtout par les nouvelles questions qu'ils lui suggèrent.

Divers éléments ont encore contribué à accroître le volume des publications historiques consacrées aux XIXe et XXe siècle. Le 150e anniversaire en 1980 de la constitution de l'Etat belge; de nombreux centenaires de firmes industrielles et commerciales ou d'organismes financiers et aussi de collèges et d'athénées, qui ont tenu à évoquer leur histoire en faisant parfois appel à d'excellents spécialistes; enfin, la multiplication d'expositions (notamment sous les auspices du Crédit communal de Belgique), qui ont donné lieu à la publication de catalogues dressés avec la collaboration d'historiens patentés, où l'on trouve, à côté de contributions éclairantes, de précieux renseignements sur un matériel longtemps négligé, notamment dans le domaine des sources non écrites.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le bilan soit considérable. On peut aisément s'en rendre compte en feuilletant les deux volumes publiés par le Comité belge des sciences historiques: *Un quart de siècle de recherche historique en Belgique 1944-1968* (dans lequel 140 pages concernent l'histoire contemporaine, contre 55 pour le moyen-âge et 110 pour l'époque moderne) et *20 ans de recherche historique en Belgique, 1969-1988* (où l'histoire contemporaine occupe 100 pages contre 45 pour le moyen-âge et 60 pour l'époque moderne). Il n'est évidemment pas question de résumer ici ces 240 pages ni non plus de dresser un palmarès. Je me bornerai à essayer de relever les principales orientations et à signaler quelques points forts. Et comme il y a eu au total (malgré quelques exceptions) peu de travaux marquants pour les périodes française

et hollandaise, les considérations qui suivent se limiteront au siècle et demi qui a suivi 1830.

Commençons par l'histoire politique, qui n'a pas souffert en Belgique du même discrédit qu'en France, mais qui s'est renouvelée en dépassant l'histoire purement parlementaire ou les biographies d'hommes politiques pour se consacrer avant tout à des études de sociologie électorale historique et surtout à l'étude des courants politiques.

Notre connaissance de l'Unionisme aux alentours de 1830 et de l'influence exacte de Lamennais sur les catholiques belges a été renouvelée par la thèse d'H. Haag sur *Les origines du catholicisme libéral en Belgique* et par les travaux de Mgr Simon. Ce dernier a également, par ses publications de correspondances privées, jeté un jour nouveau sur la controverse qui a opposé pendant plusieurs décennies les ultramontains aux catholiques libéraux tandis qu'E. Lamberts a apporté nombre de précisions d'abord sur le groupe des ultramontains gantois puis sur le courant ultramontain en général. J. Dhondt et ses disciples ont apporté une importante contribution à une connaissance interne du parti socialiste. Si le parti libéral n'a pas fait l'objet d'études aussi poussées (encore qu'il ne faille pas négliger les travaux d'E. Witte), un éclairage très neuf a par contre été jeté sur la gauche radicale au XIXe siècle par le regretté J. Bartier, qui a su notamment exploiter avec un flair remarquable quantité de brochures rares. Pour une période plus récente, le mouvement flamand a suscité de nombreuses recherches – un peu trop nombreuses, au gré de certains – à la V.U.B. et surtout à la K.U.Leuven, autour du professeur Wils, et d'intéressantes controverses ont eu lieu à propos des liens du mouvement flamand avec les courants démocrate chrétien, socialiste et libéral. Par contre, le mouvement wallon – plus récent et aussi plus restreint, il est vrai – n'a guère été étudié jusqu'à présent et le rexisme commence seulement à faire l'objet de travaux de qualité.

Quant à la "Question royale" si elle a suscité un certain nombre d'ouvrages engagés, elle a également fait l'objet de contributions de valeur, notamment de J. Van Welkenhuysen et de J. Stengers.

Le secteur plus classique des biographies d'hommes politiques n'a pas été négligé, mais la plupart sont dominées par l'anecdote ou/et l'apologie, et très peu répondent aux exigences scientifiques. Il y a cependant un certain nombre d'exceptions et pour toutes les périodes, telles les thèses du P. Boland sur Bartels ou de G. Braive sur Coomans, les publications, malheureusement interrompues, de H. Balthazar sur K. Huysmans, plusieurs études sur H. De Man ou le petit volume de J. Willequet sur Spaak et surtout le gros ouvrage d'H. Haag sur de Broqueville, qui dépasse le simple point de vue biographique en éclairant

d'un jour nouveau les relations difficiles durant la Première guerre entre la Belgique et ses alliés et celles, non moins difficiles, du roi Albert avec ses ministres.

Les souverains ont fait l'objet de plusieurs études de qualité. Le petit livre de Mgr Simon sur Léopold Ier ouvre certaines perspectives neuves (parfois discutables). La politique urbanistique de Leopold II et surtout sa politique coloniale ainsi que ses relations avec ses ministres ont bénéficié de travaux solides basés sur des sources inédites. La personnalité d'Albert Ier a commencé à être sérieusement "démythisée" et, ici aussi, des sources nouvelles ont été mises à la disposition des historiens (grâce en particulier à Mme De Smed-Thielemans). Et tout récemment J. Stengers a consacré un ouvrage important à *L'action du roi en Belgique depuis 1831*, un des trop rares travaux consacrés à l'histoire des institutions.²

L'histoire sociale a été particulièrement cultivée durant le demi-siècle écoulé, du moins certains de ses aspects. L'étude du milieu patronal est encore à peine entamée mais les premiers travaux de Mme Kurgan sont prometteurs. L'étude du monde agricole comporte encore de nombreux points d'ombre mais on dispose à présent d'une excellente synthèse sur le rôle si important joué par le Boerenbond. Le phénomène migratoire a commencé depuis une dizaine d'années à être étudié, à l'intérieur du pays (des zones rurales vers les centres industriels) mais surtout au niveau international (émigration vers l'Amérique au XIXe siècle; afflux de travailleurs italiens au XXe). Mais c'est surtout l'étude du monde ouvrier qui a retenu l'attention: les conditions de vie du monde du travail au XIXe siècle; les grèves (un aspect longtemps négligé, où le chanoine Scholl et surtout le groupe liégeois ont apporté une utile contribution); et tout spécialement les mouvements ouvriers organisés. Sur le mouvement socialiste, J. Dhondt a suscité à Gand de nombreux travaux, inégaux certes mais dont quelques-uns sont excellents; et J. Puissant à l'U.L.B. et G. Vanthemse à la V.U.B. ont repris le flambeau avec maîtrise. Quant à la démocratie chrétienne, elle a bénéficié en particulier des recherches de P. Gérin à Liège et d'E. Gerard à la K.U.Leuven, où le Kadoc, qui rassemble une riche documentation, a suscité plusieurs initiatives intéressantes et où L. Wils s'est notamment intéressé à la question des relations entre la démocratie chrétienne et le Mouvement flamand,

2. Il faut toutefois signaler dans ce domaine, qui devrait retenir davantage l'attention des historiens et pas seulement des politologues, une étude sur le rôle du Premier Ministre et quelques recherches sur le fonctionnement de l'un ou l'autre ministère.

suscitant de suggestives discussions. A signaler également les recherches sur la JOC menées à l'UCL, dont beaucoup sont demeurées au stade de mémoires de licence ou de thèses de doctorat non publiés, mais qui ont contribué à rendre possible une première esquisse de l'histoire de la branche francophone. Les recherches sur le Mouvement ouvrier, où les sources écrites sont souvent déficientes, ont mis en lumière l'intérêt de ce qu'on appelle "l'histoire orale", qui s'efforce d'exploiter la mémoire populaire,³ une entreprise prometteuse mais qui pose de délicats problèmes de méthode (lesquels ont fait notamment l'objet d'un colloque organisé en 1982 à l'U.L.B. sur les *Mémoires collectives*).

L'histoire économique n'a pas connu en Belgique le même engouement qu'en France, mais néanmoins beaucoup a été fait dans ce domaine, très peu cultivé jusqu'à la veille de la Seconde Guerre. Une place de premier plan revient ici à la grande entreprise en voie d'achèvement, du groupe liégeois animé par P. Lebrun: *Histoire quantitative et développement de la Belgique au XIXe siècle (1830-1913)*; la dizaine de volumes déjà parus sont plein d'enseignements tant au point de vue des problèmes de méthode qu'au point de vue des résultats engrangés. Plusieurs colloques importants ont été organisés sur ces problèmes, notamment celui réuni en 1971 sous les auspices des Archives générales du royaume: *Histoire économique de la Belgique. Traitement des sources et état des questions*. Des efforts ont été entrepris, entre autres à l'initiative du professeur Demoulin de Liège, pour sauvegarder et inventorier les archives d'entreprises. De nombreux travaux (dus les uns à des économistes d'autres à des sociologues, mais aussi à des historiens de profession) ont été publiés sur les divers secteurs de l'activité industrielle, commerciale et financière. Certains se limitent trop à l'aspect purement descriptif – pour ne pas parler des publications commémoratives, où l'aspect propagande domine trop souvent – mais quelques-uns élargissent et renouvellent les perspectives, telle la thèse de doctorat d'H. Watelet sur le charbonnage du Grand Hornu, ou encore l'ouvrage exhaustif de G. Jacquemins sur les entreprises du trop fameux Langrand-Dumonceau. Plusieurs biographies d'industriels et de financiers dépassent l'aspect anecdotique et éclairent les problèmes structurels qui ont caractérisé le développement économique de la Belgique depuis un

3. Tel est notamment le but du CARHOP (Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire), qui travaille dans une perspective pluraliste à l'élaboration de montages audio-visuels et de cassettes consacrées aux chants populaires.

siècle et demi. Enfin on ne peut oublier de mentionner la percée – tardive dans notre pays mais à présent bien amorcée – de l’archéologie industrielle, dont les pionniers furent M. Bruwier et G. Vanden Abeelen.

Dans deux secteurs, presque tout était à faire et beaucoup a été fait au cours de la période qui nous occupe: l’histoire de l’enseignement et celle de la presse.

On avait certes beaucoup publié avant 1945 sur la “question scolaire”, mais il s’agissait d’un problème essentiellement politique, dans la perspective de la controverse entre catholiques et anticléricaux. Or, l’histoire de l’enseignement sous ses divers aspects – développement des établissements scolaires aux divers degrés, formation des maîtres, évolution des matières enseignées, progrès de l’alphabétisation, etc.– est autre chose. Nous manquons malheureusement toujours pour la Belgique de l’équivalent du précieux manuel d’ A. Prost, *L’enseignement en France, 1800-1967*. Mais beaucoup a été fait au cours des dernières décennies au niveau des instruments de travail et des publications de statistiques (grâce en particulier à M. De Vroede et à J. Lory) et au niveau des monographies qui préparent la synthèse que l’on attend toujours. Une partie de ces monographies, qui concernent en majeure partie l’enseignement primaire, est constituée par des mémoires de licence (non édités) mais on compte également de nombreux articles et un certain nombre de livres, dont plusieurs importants, comme par ex. ceux de M. De Vroede sur la formation des instituteurs durant les premières décennies du XIXe siècle, de J. Lory sur la situation déficiente de l’enseignement primaire et l’évolution de la mentalité des libéraux en matière d’enseignement entre les lois de 1842 et de 1879, d’H. Boon sur l’alphabétisation dans l’agglomération bruxelloise entre 1830 et 1879 ou de P. Wynants sur les problèmes rencontrés par les congrégations religieuses enseignantes au cours du XIXe siècle. Pour l’enseignement secondaire et l’histoire des universités, il y a par contre peu de neuf à signaler, si ce n’est les ouvrages de synthèse publiés à l’occasion d’anniversaires par l’U.L.B. et surtout l’U.C.L./K.U.Leuven (où on constate en particulier un louable effort en ce qui concerne l’iconographie). On regrette que dans le domaine de l’histoire des sciences – qu’il s’agisse de sciences humaines, y compris l’historiographie, ou des sciences naturelles – la contribution belge soit demeurée des plus modestes.

L’histoire de la presse, qui était quasiment inexistante avant 1950, a été l’objet d’une sollicitude particulière de la part du Centre interuniversitaire d’Histoire contemporaine et si, ici aussi, on attend toujours un bon ouvrage de synthèse, des progrès notables ont été accomplis: publication d’une série de répertoires qui, dès à présent,

couvrent une bonne partie du territoire belge; et publication d'un certain nombre de monographies de qualité, qui concernent surtout la presse quotidienne.⁴

L'histoire religieuse avait par contre d'importantes réalisations à son actif dès avant la guerre, et cette tradition s'est poursuivie depuis 1945. Je n'en dirai cependant rien ici, vu la nécessité de ne pas trop allonger cet exposé étant donné qu'à trois reprises au cours des dernières années le professeur André Tihon a présenté de bons bilans des travaux effectués, et notamment lors d'une réunion de votre association.⁵ Je me bornerai à souligner, d'une part, l'importance des travaux de Mgr Simon pour ce qui concerne les questions politico-ecclésiastiques et de ceux de Jan Art dans le domaine de la pastorale diocésaine et de la sociologie religieuse historique, d'autre part la contribution apportée depuis quelques années par l'U.L.B. et la V.U.B. à l'histoire, encore trop mal connue, de la franc-maçonnerie et du mouvement en faveur de la laïcité.

Reste à dire quelques mots de deux secteurs cultivés depuis longtemps mais qui ont connu un renouveau de bon aloi, l'histoire militaire et l'histoire des relations internationales. Dans le premier, outre les travaux de qualité publiés par la petite équipe du Musée de l'Armée, qui concernent en bonne partie le XIXe siècle, ce sont surtout les deux guerres qui ont retenu l'attention des historiens, dans une perspective qui déborde largement l'histoire militaire au sens strict. Pour la guerre de 1914-1918, quelques études – encore trop rares du reste – ont été consacrées à la vie quotidienne des civils durant les hostilités, mais on s'est surtout attaché aux aspects politiques (rôle du roi Albert ou du ministre des Affaires étrangères Beyens, d'une part; l'activisme et la *Flamenpolitik*, de l'autre). Quant à la guerre de 1940-1945, qui a bénéficié de l'activité du Centre d'histoire de la Seconde guerre mondiale, outre quelques travaux (notamment des professeurs Charles et Bernard) sur la campagne des 18 jours et l'une ou l'autre monographie locale (par ex. sur Verviers),

4. Les revues n'ont toutefois pas été entièrement oubliées; à noter en particulier la belle étude du P. Sauvage sur la *Cité chrétienne*.

5. *Rapport, général sur la recherche en histoire contemporaine*, dans *Godsdienst, mentaliteit en dagelijks leven – Religion, mentalité et vie quotidienne*, sous la direction de M. CLOET et F. DAELEMANS, Bruxelles, 1988, p. 149-155, et, plus en détail, *Les recherches en histoire religieuse contemporaine dans la Belgique francophone*, dans *Foi, gestes et institutions religieuses aux 19e et 20e siècles*, sous la direction de L. COURTOIS et J. PIROTTE, Louvain-la-Neuve, 1991, p. 9-28, ainsi que *L'histoire religieuse quantitative*, dans *L'observation quantitative du fait religieux*. Colloque Paris-Sorbonne 27 septembre 1990, Lille, 1992, p. 41-47.

on a vu paraître d'importantes études, mettant en oeuvre de nombreuses sources inédites ou rares sur la politique – ou plutôt les politiques – des autorités d'occupation (celles d'A. De Jonghe en tout premier lieu), sur la traque des juifs (de Steinberg notamment), sur les réactions des autorités ecclésiastiques (la thèse de doctorat d'A. Dantoing sur la "collaboration" du cardinal Van Roey en 1940), sur le rôle des communistes dans la résistance (la thèse de José Gotovitch), sans oublier l'ouvrage dérangeant mais très neuf de J. Willequet sur l'attitude de l'opinion publique entre résistance et collaboration.

Pour ce qui est des relations internationales, si l'histoire diplomatique n'est pas complètement absente, l'essentiel des recherches a été orienté, dans la ligne de Pierre Renouvin, vers l'histoire des relations entre les peuples. D'assez nombreuses publications ont éclairé les rapports multiples et variés, de 1810 à nos jours, entre les belges et les italiens (auxquels plusieurs colloques ont été consacrés, d'une part à l'initiative du groupe belge d'histoire du Risorgimento fondé jadis par Mgr Simon et R. Van Nuffel, d'autre part sous les auspices de l'Institut historique belge de Rome). Les réactions belges (celles du monde politique et celles de l'opinion publique, de droite et de gauche) face à la guerre civile d'Espagne ont fait l'objet d'un suggestif colloque pluridisciplinaire organisé par l'U.L.B., dont les Actes ont été publiés dans la *Revue belge d'histoire contemporaine*. Les débuts de la C.E.E. ont commencé à faire l'objet de recherches systématiques à l'U.C.L. autour de Michel Dumoulin. De divers côtés, on s'est intéressé activement à l'expansion belge à l'étranger, un phénomène qui relève à la fois du politique, de l'économique, du social et du culturel et dont les agents furent non seulement des diplomates mais des hommes d'affaires, des financiers, des ingénieurs, des missionnaires. Dans ce domaine, c'est évidemment le Congo qui a occupé la première place: à côté de quelques travaux estimables sur l'histoire des missions, il faut surtout relever toute une série d'études consacrées, d'une part, à la politique coloniale vue de Bruxelles (aux contributions essentielles de J. Stengers s'ajoutent diverses autres publications parues sous les auspices de l'Académie royale des Sciences d'outre-mer, notamment celles, parfois discutables mais incontestablement utiles, du P. Roeykens) et, d'autre part, au point de vue des colonisés (un aspect longtemps négligé, que J.-L. Vellut a commencé à sortir de l'ombre). Mais l'expansion belge ne s'est pas dirigée exclusivement vers le Congo et des recherches de qualité ont, au cours des deux dernières décennies, apporté de nombreuses précisions sur la présence belge en Chine (en particulier la thèse de Mme Kurgan-Van Hentenrijk, du point de vue économique, mais également les publications

du centre *Lumen Gentium* de Louvain-la-Neuve sur l'action du P. Lebbe), en Amérique Latine (notamment les travaux d'E. Stols) ou dans l'Europe méridionale et orientale (grâce entre autres à M. Dumoulin).

La moisson est donc au total abondante, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Du moins pour ce qui concerne l'histoire de la Belgique. Car pour ce qui est de la contribution belge à l'histoire des XIXe et XXe siècles dans le monde en général ou dans les divers pays en particulier, la contribution belge a été fort modeste, surtout en dehors de l'histoire religieuse. Dans ce dernier secteur, il y a eu quand même un certain apport: mes travaux sur le pontificat de Pie IX et le libéralisme catholique au XIXe siècle (Dupanloup, le *Syllabus...*); le colloque organisé par le Kadoc de Louvain à l'occasion du centenaire de l'encyclique *Rerum Novarum*, centré sur une comparaison avec les réactions dans les pays voisins; la thèse de Cl. Soetens sur le Congrès eucharistique de Jérusalem, importante pour le début des relations du St-Siège avec les églises orientales; les ouvrages de L. Papeleux sur l'attitude de Pie XII pendant la Seconde guerre; plusieurs études éclairantes, notamment de J. Grootaers, sur le concile Vatican II et la politique postconciliaire du St-Siège. Pour le reste, le bilan est plutôt squelettique: la thèse d'H.-Th. Dechamps sur la Belgique devant la France de Juillet, c-à-d. sur les réactions de l'opinion française à l'égard de la Belgique entre 1839 et 1848, une étude dont on regrette qu'elle n'ait pas suscité d'imitateurs; l'ouvrage de J. Willequet sur le Congo belge et la *Weltpolitik* de l'Allemagne de Guillaume II, qui a fait justice de quelques mythes; quelques articles sur le Risorgimento italien et sur la Commune de Paris (à l'occasion du centenaire de celle-ci); quelques contributions relatives à la Seconde guerre mondiale; les trois volumes, très remarquables d'ailleurs, du professeur Henri Bernard sur *Guerre totale et Guerre révolutionnaire*.

En guise de conclusion, on peut estimer que le bilan du dernier demi-siècle est relativement satisfaisant mais qu'il n'autorise aucun triomphalisme. On a fait du bon travail, incontestablement, mais on n'a guère ouvert de pistes vraiment neuves. Les historiens belges ont bien assimilé et mis à profit le renouveau des méthodes et de la problématique proposé par l'École française des *Annales* et par la *New Economic History* anglo-saxonne, mais on ne peut guère parler d'originalité. Du moins ont-ils appliqué avec beaucoup de conscience les méthodes dont ils se sont inspirés et les résultats, parfois très neufs, auxquels ils sont arrivés sont

dans l'ensemble très satisfaisants. C'est déjà quelque chose. Et c'est même beaucoup.